

## Révision

### La couverture de l'engagement militaire canadien en Afghanistan, en juillet et en août 2007, à la Télévision de Radio-Canada

Le 3 septembre 2007, cinq groupes membres de deux coalitions pacifistes, Échec à la guerre et la section Québec de l'Alliance canadienne pour la paix, me font parvenir une plainte de six pages dans laquelle ils dénoncent de nombreux aspects de la couverture que Radio-Canada fait des enjeux touchant la sécurité. Le même jour, ces groupes tiennent une conférence de presse pour publiciser leur point de vue. Voici quelques extraits de leur plainte :

« Les représentants des organismes mentionnés demandent à l'ombudsman de Radio-Canada d'investiguer et de donner l'heure juste sur la couverture **profondément biaisée** de la guerre en Afghanistan (des mois juillet et août) par la télévision de Radio-Canada. Ils voudraient ainsi s'assurer que Radio-Canada cesse de **sous-représenter** le point de vue de la majorité des Canadiens francophones (présentement les 2/3) s'opposant à la présence de l'armée canadienne en Afghanistan.

#### Liberté de la presse

Les organismes qui déposent la plainte désirent d'abord réaffirmer leur appui à la politique journalistique de Radio-Canada, mais considèrent qu'à de nombreux égards, cette politique, en ce qui concerne la guerre en Afghanistan, n'est pas respectée. Car nous croyons que le premier principe de liberté de presse est actuellement bafoué par la télévision française.

La liberté de la presse, écrite et électronique, constitue un des fondements de notre société et l'objectivité représente une valeur incontournable de cette liberté de presse. L'objectivité est mise à mal lorsque seule la position gouvernementale est couverte de façon systématique. Et c'est le cas. La position minoritaire du gouvernement Harper et le point de vue tactique des militaires sont omniprésents, au détriment des points de vues alternatifs véhiculés par les organismes de paix, la population en général, les partis fédéraux d'opposition et les chercheurs universitaires, presque unanimement opposés à la manière dont le général Rick Hillier mène les opérations militaires de l'armée canadienne en Afghanistan.

— La télévision de Radio-Canada a sombré dans la facilité en n'invitant à toutes fins pratiques que des analystes qui sont des :

- ex-militaires (entre autres, MM. Rémy Landry et Gilles Paradis),
- professeurs des collèges militaires de Kingston et de St-Jean,
- spécialistes en stratégie militaire de centres de recherches dépendant financièrement du gouvernement (chaires fédérales) pour faire une analyse tactico-stratégique du conflit sur le terrain.

— Les journalistes de Radio-Canada utilisent les ressources des Forces Canadiennes pour effectuer une couverture terrain du conflit et côtoient des militaires envers lesquels ils se rendent dépendants pour leur sécurité, leur bien-être, leur logement et leur transport; ceci affecte l'équilibre du traitement effectué. Leurs reportages sont donc teintés d'une profonde sympathie envers les militaires, mais hélas aussi envers leur mission controversée.

— Tous les événements relatifs au conflit : départs de soldats, arrivées de soldats en Afghanistan, offensives, morts de soldats, rapatriements de soldats, funérailles de soldats et retours des militaires deviennent autant d'occasions pour " louer le courage des soldats qui perdent leur vie pour le bien de la population afghane ". Et pour des raisons éthiques, à ces moments, on refuse de remettre en question le bien-fondé de la mission. Nous croyons pour notre part que même lorsque ces événements sont couverts, la mission d'information doit se poursuivre, en laissant place à d'autres sujets. Sinon, il n'y aurait jamais de bons moments pour véhiculer le message de ceux qui s'opposent à la mission et en questionnent le bien-fondé (...)

(...) Radio-Canada doit répondre aux attentes de la population en termes d'information. Elle doit assumer ses responsabilités envers la société canadienne francophone, son devoir de fournir une information libre, d'autant plus que la société d'état jouit à cet égard d'une protection constitutionnelle. La télévision de Radio-Canada doit diversifier ses sources d'information, en vérifiant les antécédents des personnes ressources invitées et en invitant aussi des analystes indépendants provenant de secteurs diversifiés, autres que les études stratégiques et militaires. Elle doit cesser de caricaturer l'opposition à la guerre, par son recours fréquent à des entrevues auprès d'incompréhensibles drogués tatoués; la démocratie exige certes que leur point de vue s'exprime aussi, mais il y a une limite à leur diffusion partielle utilisée comme une grossière tactique de guerre. Car pendant ce temps, toute analyse sérieuse susceptible de remettre en question la raison d'être de cette mission de guerre est évacuée. Il est encore surprenant que les sondages montrent que les Canadiens francophones sont de plus en plus opposés à la mission.

Et ils savent l'être, tout en exprimant leur compassion pour vos journalistes blessés et les soldats victimes de la funeste orientation que le général Rick Kill those scumbags Hillier a imprimée à l'armée. Radio-Canada n'a jamais relayé les communiqués et lettres des Artistes pour la Paix ou du Centre de Ressources sur la non-violence dénonçant au cours des dernières années les dérives agressives de l'armée canadienne. »

Deux jours plus tard, le 6 septembre, Alain Saulnier, directeur général de l'Information, Services français, répond aux signataires de la plainte par une lettre ouverte dans les journaux :

« La télévision de Radio-Canada fait l'objet de critiques sur la place publique pour sa couverture de l'Afghanistan. Certains jugent excessive l'attention portée à l'aspect militaire de l'engagement canadien, aux risques pris par les soldats et aux familles en deuil. Quelques critiques vont même jusqu'à parler de propagande gouvernementale.

Pour tous ceux qui suivent notre couverture de ce pays depuis maintenant six ans, il est évident qu'elle a été beaucoup plus diversifiée que cela. À commencer par les reportages réalisés sur le terrain qui ont largement dépassé les limites des bases de l'armée. Les journalistes Céline Galipeau, Frédéric Nicoloff, Alexandra Szacka, Sylvain Desjardins, Manon Globensky, Michel Cormier, et depuis une semaine, Jean-François Bélanger, pour ne nommer que ceux-là, ont tous pris depuis 2001 des risques énormes pour rencontrer les Afghans chez eux. Ils nous ont parlé de leur vie, de leurs difficultés économiques, de leurs expériences démocratiques, ou de leurs relations avec les soldats de l'OTAN. Ils ont produit des reportages sur de multiples sujets comme le sort des femmes, les seigneurs de guerre, la culture du pavot, ou les tentatives de démarrage de nouvelles entreprises.

Patrice Roy et Bernard Derome ont été dépêchés auprès de l'armée, certes. Pas sans risques non plus. Notre cameraman Charles Dubois, l'a appris à la dure en revenant sérieusement blessé. Nous couvrons l'armée parce qu'une information complète doit aussi s'intéresser à cet aspect de l'engagement canadien. La présence des journalistes en Afghanistan et, plus encore, dans le sud, où se trouvent les troupes canadiennes, est essentielle. Comment une société démocratique pourrait-elle débattre du bien-fondé de la mission, de ses succès ou de son échec, sans qu'on sache quels sont les résultats obtenus sur le terrain et quels sont les dommages physiques ou mentaux subis par les soldats, autrement dit, sans que les journalistes soient là?

Non seulement notre présence sur place est-elle normale, mais nous estimons qu'il est de notre devoir d'y être, malgré les risques. Cela n'a rien à voir avec de la propagande. C'est de l'information pure. Même les reportages sur les retours des dépouilles mortelles n'ont rien de complaisant et font partie de l'information essentielle. À preuve, le gouvernement américain qui a un certain temps interdit qu'on filme les retours de soldats d'Irak, dans leurs cercueils. À preuve aussi les autres critiques que nous recevons de ceux qui favorisent l'engagement et qui souhaiteraient qu'on cesse de couvrir les craintes des soldats ou de leurs familles pour ne parler que des aspects positifs de la mission.

De laisser entendre que Radio-Canada ne donne pas l'antenne aux critiques est un mensonge. Entre autres voix, les chefs des partis d'opposition Dion, Duceppe et Layton ont tous été entendus plusieurs fois sur ce sujet sur toutes nos antennes.

Le documentaire de Jean-François Lépine et Jean-Claude Burger sur les dessous de l'engagement canadien à Kandahar, diffusé lundi soir, était en préparation depuis des mois et a nécessité des investissements importants. On peut encore le voir sur notre site Internet à l'adresse suivante : <http://www.radio-canada.ca/audio-video/index.shtml>. Le débat qui a suivi au Téléjournal avec les invités de Céline Galipeau n'avait rien de complaisant. Et cet automne, nous avons bien l'intention de donner une large place au débat qui s'amorce aux Communes et qui a cours au sein de la population.

De laisser entendre que tous les journalistes expérimentés et aguerris qui se sont rendus sur le terrain pour Radio-Canada ne sont que des naïfs qui se laissent manipuler par les relationnistes de l'armée est une absurdité. Bien sûr, à Kandahar comme ailleurs, il faut travailler et chercher à contourner les relationnistes pour faire son travail et décrocher la vérité morceau par morceau.

On a aussi laissé entendre que la télévision de Radio-Canada censurerait la critique en ne conviant dans ses studios que des invités favorables à l'engagement militaire. C'est faire injure à tous les spécialistes que nous avons invités, incluant d'anciens militaires à la retraite souvent eux-mêmes très critiques de l'engagement canadien.

Le débat sur l'Afghanistan est loin d'être clos sur les ondes de Radio-Canada. Il y a eu beaucoup d'accent cet été sur la couverture militaire parce que c'était l'événement dominant. Mais une chose est sûre, nous avons l'intention de poursuivre notre travail journalistique en respectant nos traditions et en abordant le sujet sous tous ses angles. Et nous sommes persuadés que le public y trouvera son compte. »

Le 13 septembre, M. Saulnier répond plus longuement aux plaignants. Voici quelques extraits de sa réponse :

« La couverture sur place

- Les journalistes qui côtoient les soldats ne risquent pas plus d'être influencés par la sympathie qu'ils pourraient éprouver envers eux, que n'importe quel journaliste qui couvre un autre secteur d'activité pendant une longue période.
- Les journalistes que nous dépêchons dans ce genre de mission sont très expérimentés et très habitués à composer avec le rôle des *relationnistes*.

- La mission du journaliste Patrice Roy en Afghanistan comportait plusieurs étapes. M. Roy et son cameraman devaient quitter la base de l'armée le lendemain de l'attentat qui les a blessés. Ils devaient effectuer deux autres semaines de reportage dans le pays, rencontrer divers intervenants politiques et la population sur le terrain. Leur projet a malheureusement été interrompu brutalement. Cependant, nous prévoyons que le prochain envoyé spécial de Radio-Canada en Afghanistan fera des reportages dans plusieurs régions.
- Radio-Canada paie toujours une pension pour les journalistes qui séjournent sur une base militaire. Au même titre que si le journaliste résidait dans un hôtel.
- L'armée n'impose aucune restriction sur le contenu des reportages. Il n'y a pas de censure à proprement parler. La seule contrainte à laquelle les journalistes intégrés acceptent de se plier c'est de permettre à l'armée d'examiner un reportage pour s'assurer qu'il ne comporte pas d'infraction à la sécurité des opérations militaires. Depuis deux ans nous avons envoyé plusieurs reporters sur la base militaire de Kandahar et jamais l'armée canadienne ne nous a demandé d'examiner un reportage avant sa diffusion. (...)

#### Le parti-pris

Nous rejetons catégoriquement les accusations de parti-pris dans ce débat. Nous couvrons l'armée et le gouvernement, mais tout autant l'opposition et d'innombrables événements reliés de près ou de loin à ce dossier qui permettent au public d'avoir une vision la plus large possible des enjeux. Vous affirmez dans votre lettre que Radio-Canada ne diffuse jamais les informations provenant des organismes pour la paix. Pourtant :

- La conférence de presse de la coalition Guerre à la guerre, le 19 juin dernier à Québec, a été diffusée en direct à RDI. Dominique Poirier a aussi interviewé l'un de ses porte-parole en soirée.
- Le 22 juin, jour du défilé de l'armée à Québec, des représentants de tous les partis politiques fédéraux ont été invités à débattre le sujet dans un studio de RDI pendant l'émission spéciale.
- En soirée, ce même 22 juin, Dominique Poirier a de nouveau reçu deux représentants d'organismes affiliés à la coalition Guerre à la guerre (...)

Nous invitons habituellement des spécialistes en stratégie militaire lorsque le sujet dont nous parlons est la stratégie militaire. C'est pour cela que vous les avez vus plus souvent cet été. Certains de ces spécialistes sont d'ailleurs très critiques des stratégies actuelles et réclament du gouvernement canadien qu'il précise la mission des militaires là-bas.

Vous avez pu le voir dans le document présenté par Jean-François Lépine, le 4 septembre<sup>1</sup> ».

Cette réponse ne satisfait pas les plaignants. Le 19 septembre, puis le 28 septembre 2007, les différents groupes signataires de la plainte initiale demandent à l'ombudsman de réviser le dossier.

## Révision

Les plaignants me demandent de me pencher sur la période de juillet et d'août 2007. Dans sa réponse à la plainte, la direction de Radio-Canada remonte jusqu'à 2001 pour défendre sa couverture du conflit en Afghanistan. Il est indéniable que durant ces six années, la Société Radio-Canada a été la seule télévision canadienne de langue française à dépêcher régulièrement des correspondants en Afghanistan, en dehors de la base canadienne, pour constater le sort encore peu enviable des civils afghans et les déceptions du peuple qui ne bénéficie pas en bout de ligne de l'aide étrangère.

Cela amène la question suivante : quand Radio-Canada couvre un sujet aussi controversé que la mission canadienne en Afghanistan, l'équilibre ou la diversité de point de vue doit-il être atteint en 24 heures de couverture, 30 jours ou six ans? À mon avis, 24 heures, c'est nettement trop court, six ans, trop long, mais entre les deux, où établir la limite? Il n'y a pas de règle, pas de norme, choisir une période donnée a quelque chose d'un peu arbitraire. J'ai décidé de retenir la période du 19 juin au 31 août 2007. Pourquoi? Parce que l'événement dominant cet été, c'était le départ par vagues successives des soldats du régime de Valcartier en Afghanistan. Or, le coup d'envoi de ce déploiement a commencé dans la semaine du 19 juin, avec deux défilés militaires et des contre-manifestations pacifistes. Il est donc légitime de se demander si la Télévision de Radio-Canada a respecté ses propres Normes et pratiques journalistiques en matière de diversité d'opinions, du 19 juin à la fin d'août. Voici à titre d'information l'article pertinent de la politique journalistique de Radio-Canada :

« Afin de présenter une information équilibrée et équitable, un organisme d'information devrait s'assurer que le plus vaste éventail possible de points de vue est diffusé. La plupart des opinions contiennent une parcelle de vérité qui contribue à faire ressortir toute la vérité. Mais il faut aussi tenir compte de l'importance réelle ou virtuelle d'une opinion et du poids de ses défenseurs... » (NPJ, III, 4.2)

---

<sup>1</sup> Vous pouvez lire la plainte et la réponse de la direction dans leur intégralité à [radio-canada.ca/misesaupoint/](http://radio-canada.ca/misesaupoint/)

### ***La couverture à Kandahar***

Il est capital pour un organe de presse de couvrir les événements sur le terrain, là où ils se passent. C'est l'essence même du journalisme. Le service de l'Information de Radio-Canada dispose des budgets nécessaires pour couvrir les soldats canadiens en mission à l'étranger. Les réseaux de télévision anglophones canadiens, CBC et CTV, ont un journaliste sur place en permanence à Kandahar. Radio-Canada y envoie régulièrement des correspondants. Dans la période qui fait l'objet de la plainte, les journalistes Patrice Roy, puis Bernard Derome ont été dépêchés à Kandahar.

Il est inexact de prétendre, comme le font les plaignants, que l'armée paie les dépenses des journalistes radio-canadiens sur la base de Kandahar, afin de ne donner prise à aucune accusation de conflit d'intérêts, Radio-Canada demande toujours de payer la note. Par ailleurs, il est évident, pour l'avoir vécu, que la proximité des soldats et du danger, et le fait d'être témoin direct d'opérations risquées influencent les journalistes. Certains sont plus capables que d'autres de s'en tenir aux faits et de rester le plus neutres possible dans la description de ce qu'ils voient, qu'ils soient employés de Radio-Canada ou d'un autre média. Mais soyons francs, les journalistes envoyés au front ne sont pas là pour faire de l'analyse politique ou pour remettre en cause la pertinence de la mission, à moins que les Afghans ou les soldats eux-mêmes n'expriment des doutes. Ils sont là pour rapporter, au jour le jour, ce que les soldats font, les conditions dans lesquelles ils travaillent et si, au-delà du discours officiel de l'état-major, la mission donne ou non des résultats concrets sur le terrain. Le risque d'être « sympathique » aux soldats existe donc bel et bien pour un organe de presse, mais ce n'est pas une raison suffisante pour ne pas aller sur place. C'est en raison de ce risque que Radio-Canada doit s'assurer d'offrir une couverture plus critique de l'engagement canadien dans d'autres reportages émanant d'ailleurs.

### ***La couverture au Canada***

Du 19 juin au 31 août 2007, les groupes pacifistes opposés à la mission en Afghanistan se sont mobilisés à deux occasions : le 21 juin et le 22 juin, au cours de défilés militaires d'appui aux troupes à Québec et à Montréal.

Il est important de noter qu'à part cela, les groupes pacifistes du Québec n'ont organisé aucune manifestation, aucun événement relié à cette guerre, en juillet et en août 2007. Les pacifistes n'étaient pas présents autour de la base militaire de Valcartier au moment du départ des soldats en Afghanistan ou au retour des dépouilles à Trenton, en Ontario.

Pourquoi les pacifistes du Québec ont-ils été aussi absents de la scène publique en juillet et en août, au moment où les soldats de Valcartier partaient au front et les premiers soldats de cette base mouraient à Kandahar? Voici ce que Maxim Fortin, le porte-parole de la coalition Guerre à la guerre disait à la journaliste Cathy Senay pour justifier l'absence des militants sur le terrain. Cette portion de l'entrevue, accordée le 9 août, n'a pas été diffusée.

**C. Senay** : « Vous, pour les manifestants, qu'est-ce qui se passe pour vous... parce que là vous avez eu le 22 juin, on ne vous a plus vu depuis ce temps-là, pourquoi? »

**M. Fortin** : « De un, parce que ça a été une mobilisation qui a demandé beaucoup beaucoup d'efforts. On avait besoin je crois d'un certain temps de repos aussi. Il y a aussi le fait que, on ne voulait pas nécessairement aller où est-ce que... tout le temps tout le temps, tout le temps à des cérémonies avec les familles on ne voulait pas... c'était important pour nous de sortir le 22 parce que là on en faisait un espèce de gros show boucane, la grosse opération publique... donc ça on voulait vraiment perturber, dénoncer ça. Mais on ne voulait pas non plus aller chaque fois qu'un militaire se réunit, on ne voulait pas harceler les familles non plus. »

**C. Senay** : « Mais le mouvement sent un essoufflement, vos troupes sont essouffées? »

**M. Fortin** : « Non, pas un essoufflement. Parce que le mouvement est beaucoup plus large que 'Guerre à la guerre'. L'opposition en Afghanistan, il y en a d'un océan à l'autre... le flambeau va être repris. C'est juste que pour l'organisation, 'Guerre à la guerre', c'est clair qu'il y avait besoin d'un temps d'arrêt. Écoutez, c'est l'été, les gens travaillent, les gens ont besoin de vacances aussi. »

**C. Senay** : « Alors qu'est-ce que vous planifiez pour l'automne? »

**M. Fortin** : « Pour l'instant, 'Guerre à la guerre' est impliquée dans la mobilisation contre le sommet de Montebello où Georges W. Bush, Stephen Harper et Felipe Caleron vont se réunir. »

**C. Senay** : « Et si des militaires de Valcartier meurent au combat? »

**M. Fortin** : « C'est sûr que s'il y a des événements qui se passent en lien avec l'Afghanistan, c'est clair qu'on va se réunir, on va en discuter, puis on va adopter une stratégie d'action par rapport à ça. Mais je vous dirais qu'il n'y a pas de plan de match pour l'instant. Il y a des discussions qui ont eu lieu, mais il n'y a pas de plan de match établi. »

Une entrevue fort intéressante, qui aurait pu servir de base à un reportage pour répondre à la question que beaucoup se posaient cet été : « Mais où sont donc les opposants à la présence des militaires en Afghanistan? ». Il ressort assez clairement de cette entrevue que, même si les deux tiers des Québécois sont contre la mission, le mouvement pacifiste « militant » est trop faible pour s'assurer de se faire entendre sur une base continue. Et on décèle aussi dans les propos de Maxim Fortin un certain malaise face à l'idée de critiquer le bien-fondé de la mission au moment où les familles de militaires voient leurs êtres chers partir au front, au péril de leur vie.

« Il n'y a pas de tradition pacifiste au Canada », écrivait la chercheuse Marie Bernard-Meunier en 2006. Ni au Québec, de son point de vue. « Il est clair qu'en 1917 comme en 1942, le moteur essentiel de l'opposition à la conscription n'était pas tant le refus de la guerre que la volonté, déjà, de s'affirmer comme société distincte<sup>2</sup>. »

Les militants altermondialistes et pacifistes (ce sont souvent les mêmes) ont donc concentré leurs énergies, ils l'admettent eux-mêmes, sur le sommet de Montebello cet été et non sur le conflit afghan. À Montebello, les manifestants ont d'ailleurs bénéficié d'une importante couverture aux émissions spéciales au RDI. Radio-Canada a aussi couvert le Forum social Québécois, le 25 et le 26 août. Les plaignants écrivent que la télévision a passé sous silence l'enjeu de la guerre en Afghanistan durant ce congrès qui se voulait un contrepoids au Sommet de Montebello. Or, d'après les résolutions, le programme, et les autres articles de presse que j'ai consultés, la pauvreté et les travers de l'économie de marché étaient au cœur des débats, et non le conflit afghan.

### ***La couverture de l'Afghanistan à la chaîne principale de Radio-Canada cet été***

Du 19 juin au 31 août, la chaîne principale de Radio-Canada a parlé 207 fois de l'Afghanistan dans ses bulletins de nouvelles diffusés depuis Montréal à midi, à 18 heures et à 22 heures<sup>3</sup>. Il y a eu plusieurs événements de nature militaire durant cette période : les défilés militaires, les départs de soldats de Valcartier, le décès du soldat Longtin, le décès de deux autres soldats, la sérieuse blessure dont a souffert le caméraman Charles Dubois de Radio-Canada et le débat sur la présence des journalistes en zone de guerre.

---

<sup>2</sup> *La Presse*, 9 septembre 2006 « La tentation pacifiste », par Marie Bernard-Meunier, chercheuse invitée à l'Institut allemand de la sécurité et des affaires internationales, diplomate de carrière.

<sup>3</sup> J'ai éliminé de la compilation les 4 mentions de la prise d'otages des Sud-Coréens par les talibans. Je n'ai pas analysé les bulletins régionaux diffusés à Québec.

Sur 207 textes, reportages et entrevues aux bulletins de la chaîne principale, 35 reportages et entrevues ont été consacrés de façon **avérée**, en tout ou en partie, aux différents points de vue des critiques de la mission canadienne en Afghanistan. Le discours des pacifistes ne représente qu'un point de vue parmi tous ceux qu'on classe dans les critiques de la stratégie canadienne. J'ai compté chaque diffusion; le même reportage peut donc être diffusé dans deux bulletins différents. Quelques exemples :

- Entre le 20 et le 22 juin, neuf reportages et converses sur les défilés militaires et la présence des pacifistes à Montréal et à Québec.
- Trois reportages à la fin de juin sur des frappes de l'OTAN qui ont tué des dizaines de civils en Afghanistan. Le président Karzaï dénonce des bavures.
- Le 9 juillet, au *Téléjournal*, l'animatrice interroge le major-général Terry Liston à propos du « black-out » que l'armée impose maintenant sur le sort des prisonniers en Afghanistan à la suite d'allégations de torture.
- Le 18 juillet, un reportage d'Alain Picard sur un rapport britannique prédisant l'échec de la mission de l'OTAN si on n'augmente pas le nombre de soldats.
- Le 5 et le 6 août, reportages de Frédéric Arnould sur la visite du président de l'Afghanistan Hamid Karzaï à Washington, contenant des points de vue critiques.
- Le 10 août, un reportage de Cathy Senay dans lequel des coopérants jugent que les soldats canadiens ont créé beaucoup de confusion en s'improvisant « travailleurs humanitaires » pour se rapprocher des Afghans.
- Rediffusion cet été de deux reportages d'affaires publiques de Céline Galipeau sur le sort des femmes afghanes et sur un périple à Bamiyan au centre de l'Afghanistan, où l'on constate les problèmes qu'il reste à résoudre, malgré la présence étrangère.
- De courtes interventions dans cinq reportages de politiciens demandant le retrait des troupes canadiennes en 2009. Deux plus longues entrevues avec le chef du PLC, Stéphane Dion.
- De courtes interventions dans deux reportages de l'analyste Marc-André Boivin, du Réseau francophone de recherche sur les missions de paix. Cet expert a souvent un point de vue critique sur la mission canadienne.
- Le 22 août au *Téléjournal*, au cours d'un débat sur la présence des journalistes au front, Houchang Hassan-Yari, professeur au Collège militaire royal du Canada, portait un regard critique sur la mission en maintenant que la situation était de plus en plus dangereuse sur le terrain.

- Le 23 août, un reportage de Vincent Maisonneuve sur le fait que les pertes de vies en Afghanistan pourraient augmenter l'opposition à la guerre dans l'opinion publique.
- Le 27 août, un texte sur un rapport de l'ONU révélant que la production d'opium a bondi de 34 pour cent en Afghanistan. Le RDI a diffusé un reportage sur le même sujet.
- Le 30 août, un reportage de Cathy Senay sur le phénomène du suicide chez les soldats canadiens. Un militaire y explique que les règles d'engagement des troupes à Kandahar constituent « une escalade de violence » difficile à supporter.

Voilà pour l'analyse strictement quantitative des reportages à la **première chaîne** où j'ai pu constater, de façon objective, la place accordée à la critique de la mission, dans les sujets choisis et les invités sélectionnés. Pour aller plus loin, - et c'est là que réside la difficulté -, il faudrait faire une analyse qualitative, en particulier des 172 autres reportages, pour juger combien sont véritablement neutres, combien sont implicitement favorables au point de vue des militaires et combien sont implicitement favorables aux opposants. Je n'ai ni le temps ni les moyens de faire une telle analyse, car il faudrait aussi décortiquer les centaines d'heures de programmation au RDI.

Ici, deux visions s'affrontent. Les pacifistes écrivent que tous les événements militaires relatifs au conflit sont autant d'occasions de « louer le courage des soldats qui perdent leur vie pour le bien de la population afghane », et deviennent par conséquent des événements de **propagande** promilitaire. Pierre Tourangeau, premier directeur des nouvelles à la chaîne principale, croit au contraire que ces événements militaires sont **neutres**. C'est de la nouvelle, on la rapporte. Un point c'est tout. Ces événements faisaient la manchette, il fallait en parler. Les pacifistes eux ne se sont pas manifestés cet été, et Pierre Tourangeau dit que ce n'était pas à Radio-Canada d'aller les chercher chez eux pour leur donner du temps d'antenne.

Prenons un exemple : en rapportant la mort du soldat Longtin et en accordant presque cinq minutes à Patrice Roy, envoyé spécial à Kandahar, Radio-Canada n'entre-t-elle pas dans le jeu des partisans de la mission, puisque seuls des soldats prennent la parole pour expliquer ce qui s'est passé? Voici la transcription du reportage en question, diffusé le 19 août au *Téléjournal* :

**Patrice Roy** : « Un des grands dilemmes de la mission, c'est que le Canada, comme les autres pays ici d'ailleurs tentent d'aider l'Afghanistan à se relever, à faire la paix d'une certaine façon, et plus souvent qu'autrement le Canada est entraîné à faire la guerre, ce qui rend la mission moins populaire, on le sait. Mais la nuit dernière entre samedi et dimanche, un jeune soldat de Longueuil en est mort. »

**P. R.** : « Ma'sum Ghar, une base avancée à l'ouest de Kandahar, ces soldats du 22<sup>e</sup> y sont installés depuis trois semaines et, déjà, malgré ces paysages fabuleux, tous ici ont compris que leur mission sera rude et dangereuse : »

**Caporal Roy** : « Le danger est omniprésent. »

**P.R.** : « La semaine dernière, à peine débarqué en Afghanistan, le caporal-chef Roy s'est retrouvé dans une embuscade avec des talibans. Mercredi, à quelques kilomètres de là, une explosion a complètement détruit un véhicule blindé et a fait cinq blessés canadiens. C'est sur cette même route, entre Ma'sum Ghar et Kandahar, dans la nuit de samedi à dimanche, qu'un premier soldat du 22<sup>e</sup>, Simon Longtin, est mort, alors que son véhicule blindé a été secoué par une autre bombe artisanale. »

**Colonel Christian Juneau, Force opérationnelle interarmées** :  
« Le soldat a été immédiatement évacué par hélicoptère, mais a malheureusement succombé à ses blessures. Sa mort a été constaté à l'aéroport militaire de Kandahar. »

**P.R.** : « La mort de ce jeune soldat de 23 ans originaire de Longueuil, le 67<sup>e</sup> militaire canadien à perdre la vie depuis le début de la mission, survient alors que les talibans ont lancé une nouvelle et importante vague d'attentats. Leur chef, le mollah Omar, a fait circuler un ordre de s'en prendre à tous les soldats étrangers, ainsi qu'à tous les Afghans qui coopèrent avec l'ennemi. Résultat, vendredi, le gouverneur du district de Zhari qui travaillait à des projets de reconstruction avec les Canadiens, a été tué avec ses trois enfants. Samedi, 15 Afghans ont été tués en plein centre de Kandahar. »

**Colonel Juneau** : « C'est des actes désespérés. Quand ils installent, ou ils envoient des attaques-suicides qui tuent 15 civils, en blessent 25 autres, c'est probablement pas la meilleure chose qui peuvent faire pour gagner l'appui de la population. »

**P. R. :** « À Ma'sum Ghar, où était basé le soldat décédé, ses collègues se disent prêts à faire face aux dangers, le 22<sup>e</sup> est arrivé, lance-t-on. »

**Caporal Roy :** « Contrairement, ça a l'air que la rotation précédente, eux autres y ripostaient avec des frappes aériennes, tandis que nous autres on a répondu tout de suite tout de suite avec nos moyens sur nos véhicules, fait que notre signature a été faite du côté québécois. »

**Q :** « Les Québécois ont débarqué? »

**R. :** « Oui, fait que là, ils savent, je pense qu'ils ont fait la différence entre les Québécois et les anglais. »

**P.R. :** « N'empêche, leur mission, et ils le savent, est d'une complexité inouïe. »

**Caporal Roy :** « On se bat contre un fantôme, sauf que le but dans tout ça, c'est d'essayer de battre, de neutraliser les méchants, les insurgés, sans faire trop de dommages collatéraux, puis tout en gardant la population de notre côté. »

**Autre :** « C'est notre métier, fait qu'on a pas bien le choix, quand la cloche sonne, bien, comme un pompier, faut y aller. »

**P.R. :** « En tout cas, la mort d'un proche rend la cible plus claire, rentrer dans six mois en vie à la maison. Les talibans n'auront évidemment jamais assez d'armes ou d'hommes pour battre la coalition internationale, mais ont manifestement assez d'explosifs pour déstabiliser pour l'instant tous les efforts de la communauté internationale. »

Quand on décortique ce reportage, on constate qu'il y a des portions critiques : « un des grands dilemmes de la mission », « le Canada est entraîné à faire la guerre, ce qui rend la mission moins populaire » et des phrases qui reprennent le discours plus guerrier des soldats : « ses collègues se disent prêts à faire face aux dangers. Le 22<sup>e</sup> est arrivé, lance-t-on ».

Enfin, il y a des informations descriptives sur les circonstances entourant la mort du soldat Longtin et les attentats contre les Afghans qui coopèrent avec les forces étrangères.

Même chose dans les entrevues retenues : le colonel Juneau décrit factuellement les circonstances de la mort du soldat. Le caporal Roy, par contre, émet une opinion plutôt flatteuse sur les soldats de Valcartier en disant que les soldats québécois ripostent plus rapidement que les soldats canadiens-anglais. Comme on le constate, ce reportage ne peut être facilement classé comme étant promilitaire ou antimilitaire.

De plus, les sondages indiquent qu'en accordant une grande place à la mort de soldats, on renforce généralement l'opposition du public au conflit. Selon un sondage Crop, publié le 22 août 2007, 37 pour cent des Québécois disaient appuyer le déploiement des soldats de Valcartier avant la mort du soldat Longtin. Après son décès, seulement 28 pour cent d'entre eux étaient encore du même avis. « Je ne pense pas que cela serve la mission que de voir des gens qui meurent », dit la première directrice, RDI, Luce Julien. « Si on avait eu l'impression de faire de la propagande, on aurait réagi. »

Même chose pour le départ des soldats de la base de Valcartier, montrer des femmes et des enfants qui pleurent, est-ce entrer dans le jeu des adversaires ou des partisans de la mission? Ce n'est pas évident.

À mon avis, ce n'est pas de la propagande que de parler des aspects militaires de la mission. Expliquer que les talibans reprennent le contrôle de zones sécurisées, c'est au contraire montrer les limites de l'action militaire canadienne. Je ne suis pas prête à dire, par contre, que les reportages sur des événements de nature militaire sont par définition neutres. Cela dépend du ton, de l'angle et des mots choisis par le journaliste.

La reporter qui couvre la base de Valcartier, Cathy Senay, m'a expliqué qu'elle était consciente qu'il lui manquait souvent de points de vue ouvertement critiques. Mais, elle ajoute que les pacifistes étaient complètement absents des lieux des événements. « C'est un sujet extrêmement délicat, cela fait réfléchir, cette plainte. » Elle était consciente du risque de devenir le porte-voix des militaires et, pour éviter ce piège, elle a proposé des angles originaux de reportages, comme le sujet tabou du suicide au sein des Forces. Après plusieurs tentatives, échelonnées sur deux jours, elle a rejoint le porte-parole de Guerre à la guerre, Maxim Fortin, afin qu'il critique l'exposition de photos itinérantes de la ministre Josée Verner sur l'aide humanitaire en Afghanistan. Ce reportage de nouvelles a été diffusé au RDI, mais pas à la chaîne principale. De toute façon, un reporter, quels que soient ses efforts, n'est pas responsable de l'équilibre de la couverture dans un réseau.

Au service de l'Information télévision, il y a des affectateurs, des chefs de pupitre, des rédacteurs en chef, des directeurs, plusieurs autres journalistes dont le rôle est de prendre du recul et d'analyser l'orientation générale de tout ce qu'on met en ondes.

Le journaliste-affectateur, Robert Quintal, se posait lui aussi régulièrement la question de savoir si nous étions une courroie de transmission de l'armée à cause de la multitude d'événements militaires. Il appuyait donc les efforts des reporters qui présentaient des éléments critiques. « Mais en été », dit-il, « il y a moins de reporters, c'est une réalité ». Quand l'opposition ne se manifeste pas, Robert Quintal juge que le fait d'aller frapper aux portes pour faire des vox populi est un exercice d'équilibre un peu superficiel. Soyons clair, aucun des artisans à qui j'ai parlé ne croit qu'il y a eu de la censure, comme l'avancent les plaignants, ou une volonté délibérée de passer sous silence un point de vue dans ce conflit.

Quelques occasions manquées de couvrir les opposants :

Tout l'été, le débat a fait rage dans plusieurs villes canadiennes sur l'opportunité de coller sur des véhicules de services publics des autocollants d'appui aux troupes. Les politiciens de Calgary ont voté contre, en raison de la controverse entourant la mission, Vancouver a voté pour, invoquant le fait que l'appui aux troupes n'équivaut pas à l'appui à la mission. À Ottawa, la décision d'apposer un autocollant d'appui aux soldats sur les véhicules du service de police a soulevé l'indignation d'un conseiller municipal. Un sujet qui a fait l'objet d'interventions de la part de la journaliste Mireille Allaire au RDI, mais qui ne s'est pas rendu dans les bulletins à grande écoute diffusés à Montréal sur la chaîne principale.

L'actualité a aussi fourni à mon avis une autre bonne occasion de discuter du bien-fondé de la mission. Thomas Mulcair, candidat néo-démocrate à l'élection complémentaire dans la circonscription d'Outremont, et son chef, Jack Layton, faisaient campagne cet été. Un de leurs grands thèmes : leur opposition à l'engagement militaire canadien. Il en était sûrement question dans le porte-à-porte, puisque Kandahar occupait l'avant-scène dans tous les médias. Pourtant, ni le RDI ni la chaîne principale n'ont sauté sur l'occasion pendant la période étudiée.

L'absence totale d'émission de tribune téléphonique à la télévision cet été a nui à la diffusion de points de vue de simples citoyens, critiques de l'engagement militaire. Les plaignants ont souligné que la radio a donné davantage la parole aux auditeurs. À la télévision, l'émission d'Anne-Marie Dussault, qui invitait les téléspectateurs à s'exprimer à la chaîne principale, a pris fin au printemps 2007. Dominique Poirier a pris le relais à la fin de l'été, soit le 27 août au RDI. Dans sa nouvelle formule, les citoyens peuvent prendre la parole de 19 h 30 à 20 heures.

Il est évident que, durant la période estivale, à Radio-Canada comme dans les autres médias, les équipes en poste sont réduites et comprennent beaucoup de remplaçants. La direction explique qu'il faut beaucoup de doigté et d'expérience pour animer des tribunes téléphoniques.

## ***La couverture de l'Afghanistan au RDI cet été***

Le RDI a un avantage que la chaîne principale n'a pas : beaucoup de temps d'antenne, donc théoriquement, davantage de visibilité pour les opinions divergentes.

Je souhaiterais faire une mise au point : je n'ai pas visionné les centaines d'heures de programmation du RDI cet été. J'ai visionné toutes les émissions spéciales et passé en revue les menus du bulletin national et de *Dominique Poirier en direct*. L'ensemble de la programmation du RDI n'étant pas archivée, mon regard porte donc sur ce que j'ai pu voir.

Pour pouvoir intervenir sur des sujets spécialisés et d'actualité, le RDI embauche des collaborateurs en exclusivité, qui ne peuvent pas aller sur le plateau du réseau concurrent LCN. Le lieutenant-colonel à la retraite, Rémy Landry, enseignant et candidat au doctorat, est l'analyste qui est intervenu le plus souvent, et de loin, sur le conflit en Afghanistan. Selon les rapports que j'ai consultés, M. Landry est intervenu quatre fois à la chaîne principale de Radio-Canada, et une quinzaine de fois au RDI. M. Landry était analyste dans cinq des sept émissions spéciales sur la mission en Afghanistan mises en ondes cet été à RDI.

D'après les émissions que j'ai écoutées cet été, le lieutenant-colonel Rémy Landry joue bien ce rôle de vulgarisateur. Il connaît et comprend les tactiques militaires, mais je ne l'ai pas entendu prendre ses distances ou poser un regard critique par rapport aux stratégies de l'armée canadienne en Afghanistan, en juillet et en août 2007. Un exemple, dans l'émission spéciale du 15 juillet, à l'occasion du départ de 200 soldats de Valcartier pour l'Afghanistan :

**Rémy Landry** : « J'espère qu'on va réaliser la qualité du travail des militaires, et les efforts de développement, on va voir de plus en plus de succès, je suis très solidaire de cette mission. »

Ou, le 22 août :

**R.L.** : « C'est la tactique des talibans présentement de tout faire en sorte pour **nous** empêcher de faire tout ce qu'on a à faire. »

Luce Julien, première directrice du RDI, reconnaît que Rémy Landry n'est pas neutre et qu'il a pu « s'échapper » en ondes, mais elle insiste sur le fait que ce commentateur n'a pas pour mandat de parler du bien-fondé de la mission, mais plutôt d'expliquer factuellement les procédures dans l'armée, les manœuvres, l'équipement, etc.

Le RDI a aussi utilisé dans une moindre mesure l'analyste Gilles Paradis, lui aussi retraité de l'armée canadienne, ainsi que Marc-André Boivin (à cinq reprises), qui lui, a une vision critique de la mission canadienne en Afghanistan. M. Boivin est directeur adjoint du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, associé à l'Université de Montréal.

Quant aux opposants à la présence canadienne en Afghanistan, on les a surtout entendus s'exprimer plus longuement en juin au RDI, à la faveur des défilés militaires. Ce n'est pas le fruit du hasard. Luce Julien, la responsable du RDI, explique qu'elle a décidé de marquer le coup à ce moment-là en organisant un débat sur le bien-fondé de la mission. Ce débat, à son avis, n'avait pas à être refait tout l'été à RDI, à l'occasion par exemple des décès de soldats. La direction explique ainsi sa vision des choses : « Nous ne provoquons pas de débat sur la pertinence de la mission les jours de funérailles de soldats par respect pour les familles en deuil. Mais, si l'actualité s'impose, nous le ferons. »

Le politicien le plus radicalement opposé à l'engagement militaire des Canadiens, le chef néo-démocrate, Jack Layton, a d'ailleurs fait preuve de la même retenue. Les réactions de ce politicien aux décès de soldats cet été étaient toujours des condoléances bien senties, et non une charge contre la mission.

Parmi les invités opposés à l'engagement militaire canadien à qui le RDI a donné la parole en juin, Jean-Yves Desgagnés, de Québec solidaire, membre d'une coalition d'organismes qui souhaitent que l'argent dépensé pour faire la guerre serve plutôt à créer des programmes sociaux là-bas comme ici.

Dans une émission spéciale, le 22 juin, Dominique Poirier a interviewé pendant neuf minutes Robert Turcotte, porte-parole de la Coalition de Québec pour la paix, et Maxim Fortin, de la coalition Guerre à la guerre. Ces deux pacifistes ont expliqué que les soldats étaient entraînés dans cette guerre afin de « défendre les intérêts des compagnies pétrolières ». Ils ont insisté sur le fait que le gouvernement Karzaï était corrompu, qu'il fallait négocier avec les talibans et que, si vraiment le Canada voulait aider les femmes opprimées, il devait intervenir en Arabie Saoudite. Ils ont eu du temps d'antenne pour mettre en lumière certaines contradictions dans le discours officiel. Il y a aussi eu un débat politique opposant, Yvon Godin député néo-démocrate, Claude Bachand, député bloquiste, et Marcel Proulx, député libéral, qui étaient tous assez critiques à l'égard de la mission. Enfin, on avait invité le conseiller de Care Canada, Steven Cornish, qui a dénoncé les prétentions « humanitaires » de l'armée canadienne.

C'est certainement l'émission la plus critique sur l'engagement militaire qui a été diffusée pendant la période étudiée. Il est dommage que le *Téléjournal*, à la chaîne principale, n'ait pas fait d'entrevues de fond pendant cette même période avec ces mêmes personnes.

Dans les autres émissions spéciales du RDI sur la mission cet été, qui totalisent plusieurs heures de programmation, on a mis en ondes une fois le chercheur critique, Marc-André Boivin. Daniel L'Heureux a résumé le débat politique à une autre occasion et a réitéré l'opposition du NPD. Le 15 juillet, lors d'un départ de soldats de Valcartier en Afghanistan, le RDI a donné la parole au pacifiste Olivier Amyot du groupe Guerre à la guerre :

« Il faut distinguer », a-t-il notamment dit, « entre une opération humanitaire qui faisait suite au 11 septembre et les opérations militaires. Les troupes de Valcartier, c'est ce qu'elles font, cette confusion des genres, c'est dommageable. Nos soldats vont s'exposer à des dangers dangereux (*sic*)... »

L'animateur, Louis Lemieux, a conclu l'entrevue de cinq minutes ainsi :

« Eu égard à l'équilibre journalistique, il est important de vous entendre. On va s'entendre pour dire que c'est la journée du départ, et c'est là-dessus qu'on va se concentrer. »

Louis Lemieux m'a expliqué que le jour d'un grand départ comme celui-là, il croyait que l'on devait instaurer une espèce de trêve dans le débat, et se concentrer sur ce que les soldats vivaient.

Mais, il ajoute aussi que son équipe a eu beaucoup de difficulté à convaincre le groupe Guerre à la guerre de déléguer un porte-parole ce jour-là. Ce porte-parole n'était d'ailleurs pas très éloquent.

L'animateur Louis Lemieux dit qu'il a constaté qu'en dépit des sondages, il n'y pas beaucoup de gens connus au Québec qui s'affichent publiquement contre la mission canadienne en Afghanistan et qui sont prêts à venir en parler à la télévision.

J'ai noté que le 31 août, Yvon Godin, député néo-démocrate opposé à la mission canadienne, a participé au Match des élus et qu'un reportage au bulletin national du 31 août a fait état du livre écrit par Martin Petit, un ancien militaire devenu pacifiste. Le 28 août, la journaliste Cathy Senay, qui couvrait un autre départ de soldats à Québec, a pris l'initiative de se rendre au collège François-Xavier-Garneau interroger des étudiants sur le bien-fondé de la mission.

Ils étaient opposés à l'engagement militaire. Ils ont eu droit à du temps d'antenne durant l'émission qui marquait le départ des militaires.

J'ai discuté avec des journalistes au Centre de l'Information (CDI) pour tenter de comprendre plus largement l'essence des discussions cet été dans la salle des nouvelles. « On s'est beaucoup questionné sur la place des militaires à notre antenne au mois d'août », m'a dit l'un de ces artisans. Mais, il ajoute que, quand il s'agissait de trouver rapidement des invités pour commenter des décès au front, par exemple, il fallait des gens capables de donner l'information la plus juste, la plus éclairante possible sur ce qui a pu se passer là-bas, sur place.

La présence d'experts militaires sert à vulgariser le jargon militaire et à comprendre les manœuvres, les procédures, les us et coutumes au moment du départ de soldats et au retour d'une dépouille. L'embauche de collaborateurs en exclusivité ne signifie-t-elle pas qu'on fait un peu trop souvent appel à ces personnes au détriment d'autres voix? En particulier l'été, quand beaucoup d'universitaires et d'experts sont en vacances. Cette question mérite réflexion.

### ***La couverture de la mission cet été : un exercice difficile***

Il est très difficile de trouver le bon ton et le juste équilibre quand des soldats partent au front et risquent leur vie et quand des collègues journalistes deviennent des victimes. Cet équilibre était particulièrement délicat à atteindre cet été, car c'était le tour des militaires de Valcartier, donc des francophones, d'aller en Afghanistan. Il y a sans aucun doute une identification plus grande de notre public et des journalistes à ces hommes et à ces femmes.

Le ralliement derrière les troupes est un phénomène assez classique dans les pays en guerre. Aux États-Unis, des médias prestigieux se sont laissés manipuler dans les mois qui ont précédé le déclenchement de la guerre en Irak.

On ne peut pas perdre de vue que cette mission suscite beaucoup d'opposition au Canada. Selon un sondage Crop La Presse, publié le 22 août, 65 pour cent des Québécois étaient en désaccord avec la mission canadienne en Afghanistan. **Comment en rendre compte?** Les répondants sont contre quoi exactement? Il est clair que cela prend plus de réflexion, plus de temps et de recherche afin de trouver une façon originale d'illustrer ces points de vue, sans forcément avoir recours aux éternelles vox populi de simples citoyens, recueillies au hasard dans la rue. Un bon exemple d'enquête d'opinion qui a alimenté le débat cet automne : un sondage Environics a permis de mesurer l'attitude des Afghans face à la présence militaire étrangère.

## Conclusion

Bien qu'imparfaite et incomplète, la couverture de l'engagement militaire canadien en Afghanistan, entre le 19 juin et le 31 août à la Télévision de Radio-Canada, n'a pas été « profondément biaisée » comme l'avancent les plaignants. J'en suis venue à cette conclusion en visionnant des heures de programmation sur les deux chaînes de télévision.

Par conséquent, la plainte des groupes pacifistes n'est pas fondée.

Par ailleurs, je me permets de faire quelques suggestions à la lumière de ce que j'ai constaté à l'antenne. Il faut redoubler d'efforts pour trouver des citoyens canadiens de différents horizons, connus ou non, qui s'opposent à l'engagement militaire en Afghanistan et qui sont capables de bien exprimer leur vision à l'antenne. Les groupes pacifistes ne sont qu'un point de vue dans cette vaste opposition. Par ailleurs, il serait souhaitable de permettre au public de s'exprimer à l'antenne dans le cas d'événements aussi controversés que le départ des militaires et la mort de soldats. Il n'est pas impensable de faire à l'occasion des tribunes téléphoniques dans des émissions de télévision, un peu à l'image de ce qui se fait dans les blogues de Radio-Canada.ca. Enfin, il faut s'interroger sur la perception que crée l'utilisation répétée à l'antenne d'un ou deux collaborateurs, souvent les mêmes, dans des moments de crise.

Julie Miville-Dechêne  
2007-10-26